

Un nouvel élan pour nos services publics

19 juillet 2022

FAUDRA-T-IL ÊTRE RICHE À L'AVENIR POUR SE FAIRE SOIGNER, ÉDUQUER SES ENFANTS, AFFRONTER LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?

À la campagne et à la ville, en métropole et en Outre-mer, la pandémie a démontré, comme à chaque crise, l'absolue nécessité de disposer de services publics correctement dotés sur l'ensemble de notre territoire, d'une sécurité sociale solide, et d'agents publics qui ont les moyens de réaliser leurs missions au service de l'ensemble de la société.

La baisse des impôts et la diminution du déficit et de la dette publique qui constituent le cœur du discours et de la politique portés par l'exécutif, relèvent d'un choix économique et politique qui est une grave faute historique.

Ce mauvais choix historique et politique se manifeste dans un programme qui pousse sans cesse au démantèlement des services publics, alors que ces derniers sont un élément important de réduction des inégalités, d'inclusion sociale. Ils permettent d'agir sur le long terme pour l'intérêt général. Au moment où ils sont plus que jamais nécessaires pour répondre aux besoins de la population et assurer une nécessaire et juste transition écologique, cette volonté d'affaiblir les services publics revient à augmenter ces inégalités. Ainsi, partout où les services publics reculent, partout où les populations ont le sentiment que la puissance publique les abandonne, on constate la progression de l'extrême-droite.

Economiquement, ce ne sont pas les mesures ponctuelles pour le pouvoir d'achat

annoncées qui permettront de compenser l'inflation de cette année et de répondre aux besoins de la population. Face aux nuages qui s'amoncellent, proposer des chèques cadeaux au lieu de développer les services publics, c'est choisir d'accepter que le salaire ne suffise plus pour vivre. Ce n'est pas non plus ainsi qu'on luttera contre le risque de récession économique lié à une baisse de pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population.

Le gouvernement choisit la charité pour continuer à justifier les cadeaux aux plus riches : aucune des mesures annoncées ne conduit réellement à soutenir le service public et à amplifier les solidarités nationales et locales. Pire, leur déstructuration et la diminution des moyens humains et matériels va continuer, dans tous les secteurs : santé, transports, audiovisuel, poste, énergie, éducation, culture, ... Et en même temps se poursuit la casse de la Sécurité sociale et son endettement forcé.

Il est nécessaire et urgent que le débat public porte sur les moyens et les objectifs des politiques publiques et de leur maîtrise, l'aménagement du territoire, l'augmentation générale des rémunérations, des salaires, des retraites et des pensions, l'amélioration des conditions de travail et de vie, la réorientation de la numérisation des services publics. Et ce afin de remplacer la recherche effrénée du moindre coût et du profit par un objectif central : la couverture des besoins de l'ensemble de la population au nom de l'intérêt général.

Il est urgent de faire des services publics et de la fonction publique des outils au service de la mise en œuvre d'une autre logique de développement, de l'égalité, du plein emploi, articulant la reconquête et la transformation de l'appareil productif et une juste transition écologique.

C'est une exigence qui doit s'exprimer le plus largement possible :

C'est pourquoi 90 organisations syndicales, associatives et politiques convergent pour appeler les usagers, les personnels, les élus et leurs organisations à se mobiliser pour **DONNER UN NOUVEL ÉLAN POUR NOS SERVICES PUBLICS.**

Usagers, citoyens, salariés, personnels et élus, nous devons nous mobiliser pour la défense, le développement et la démocratisation de nos services publics et de notre sécurité sociale.

Nous lançons donc ce jour une campagne pérenne avec d'ores et déjà une date de mobilisation à dimension nationale programmée **les 12, 13 ET 14 MAI 2023 à LURE (HAUTE-SAÔNE)**.

Appel : Un nouvel élan pour nos services publics

Nous, collectifs, coordinations, organisations syndicales, associatives et politiques, décidons de converger pour reconquérir nos services publics afin de faire de la lutte pour leur défense, leur développement et leur démocratisation un combat central pour les décennies à venir.

Par cette dynamique pluraliste nous souhaitons notamment engager le débat public sur le choix de société que nous souhaitons.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : le choix d'une société solidaire, fraternelle, où l'égalité des droits et la devise de notre République ne sont pas que de vains mots, où notre mode de production et de consommation ne se fasse pas au détriment de l'humanité et de notre planète.

Nous combattons le démantèlement, l'appauvrissement, la privatisation, la mise en concurrence, l'externalisation des missions de nos services publics et de la Sécurité sociale. Car ce sont eux qui permettent à notre société de rester debout à chaque crise mais aussi au quotidien. Ce sont eux qui sont vecteurs d'égalité et d'émancipation pour toutes et tous. S'ils le restent malgré les attaques subies c'est grâce au dévouement de leurs personnels et à l'attachement de la population.

Or ce dévouement, cet attachement, sont méprisés et détournés depuis des décennies par les gouvernements successifs et par le « *new public management* ». La population voit les services publics, notre patrimoine commun, être dévoyés à des intérêts mercantiles. Elle assiste impuissante à la mise en œuvre à marche forcée de la numérisation, véritable arme de destruction massive de la qualité du service, du lien social et de la proximité. Ces stratégies vont de pair avec les

attaques contre les effectifs et statuts des personnels, leur rémunération, leurs conditions sociales, et le sens même de leur travail.

Nous appelons les usagers, les personnels et les élus à se mobiliser, à faire œuvre commune en exigeant ensemble des politiques publiques qui répondent aux enjeux de ce siècle et :

- permettent de lutter contre le chômage et le réchauffement climatique par un aménagement harmonieux du territoire privilégiant la proximité ;

- assurent l'égalité et l'accès aux droits quels que soient nos origines, notre condition sociale, notre âge ou notre genre, que l'on habite à la campagne, en métropole ou en périphérie ;

- tournent le dos à l'austérité en assurant prioritairement un avenir à notre jeunesse et en permettant l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux : santé, logement, nourriture et eau saines, énergie, transports, éducation, culture... ;

- partent des besoins de la population et donnent les moyens aux services publics d'y répondre correctement ;

- considèrent nos services publics, notre sécurité sociale et leurs personnels pour ce qu'ils sont : **une richesse et non un coût. Le financement doit être à la hauteur en s'appuyant sur une meilleure répartition et utilisation des richesses ;**

- cessent la gabegie financière de la concurrence internationale prétendument libre et non faussée, **des privatisations et des externalisations** et **sortent nos services publics et la sécurité sociale de la sphère marchande ;**

- permettent aux usagers, aux personnels et aux élus de contrôler et de faire entendre leurs besoins et leurs revendications au sein même de nos services publics et de nos institutions.

Nous sommes convaincus qu'une très large partie de la population est attachée à une société d'entre-aide, de solidarité répondant à l'intérêt général, et à l'égalité, non au chacun pour soi.

Toutes et tous, ensemble, nous voulons donner la perspective d'un autre monde, d'un nouvel élan par une mobilisation ample et singulière, l'instauration d'un rapport de force national pérenne...

Nous refusons de voir cette mandature balayer d'un revers de mains toutes les avancées sociales et démocratiques conquises par nos aînés.

Ensemble, nous avons la volonté inébranlable de converger pour mettre en place les conditions de retrouver le chemin du progrès social et démocratique.

Nous appelons les usagers, les personnels et les élus à mettre les services publics au cœur du débat public, des politiques publiques et au cœur des mobilisations sociales et citoyennes.

Nous les appelons ainsi que l'ensemble des organisations du mouvement social et écologique à converger dans une campagne rythmée par de multiples actions et mobilisations avec un point d'orgues d'ores et déjà programmé lors d'un grand rassemblement pour les services publics les 12, 13 et 14 mai 2023 à Lure en Haute-Saône.

Organisations syndicales nationales : AMUF, CGT-FNME, CGT SNACCRF & SCL, CGT-Fonction publique, FSU, Mouvement national lycéen-MNL, Solidaires, Solidaires fonction publique, SUD PTT, SUD Santé sociaux, Syndicat de la magistrature, Union syndicale de la psychiatrie-USP, Union syndicale des médecins des centres de santé.

Organisations associatives nationales: Alternative et autogestion, Alternative mutualiste, Association autogestion, Attac, Changer de cap, Confédération nationale du logement (CNL), Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal), Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Convergence nationale rail, Coordination nationale des collectifs de défense des hôpitaux et maternité de proximité, Droit à l'énergie-Sos Futur, Eau-Bien Commun, Fédération générale des retraités de la fonction publique (FGRFP), Fondation Copernic, **Indecosa-CGT**, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Mouvement national de lutte pour l'environnement, Nos services publics, Rassemblement du peuple souverain pour une France indépendante et une

République sociale, Réseau d'éducation populaire, Résistance sociale, STOP Précarité, Union des familles laïques, Union nationale des retraités et personnes âgées -Ensemble & Solidaires (UNRPA).

Partis nationaux : Europe écologie les verts (EELV), Gauche démocratique et sociale (GDS), Gauche républicaine et socialiste (GRS), Génération.S, Mouvement républicain et citoyen (MRC), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Pour une écologie populaire et sociale (PEPS).

Organisations syndicales locales : CGT Retraités Besançon 25, CGT UD 70, CGT UL Lure 70, FSU 90, Solidaires 25, SNES 25, SUD Éducation FC.

Organisations associatives locales : Association des usagers des transports de l'aire urbaine (AUTAU 25-90), Association pour la modernisation de la ligne Paris-Bâle (AMPB), Climat 70, Collectif de défense de la santé du Doubs (CODES 25), Collectif de défense des SP en Sud Lubéron, Comité corrézien de défense et de développement des SP, Comités de défense des hôpitaux et maternité de proximité d'Amilly-Montargis (Notre hôpital, notre santé on y tient), des Ardennes, d'Aubenas, de Bordeaux (la santé un droit pour tous), de Châtellerault, d'Ivry (pour la santé et l'hôpital public), de Remiremont (ADEMAT-H), de Ruffec, de Sarlat, du Sud-Aveyron (le manifeste), Comité de défense des SP de la Croix Rousse, Comité de vigilance pour le maintien des SP de proximité en Haute Saône-CV70, Comité pluraliste de défense et de promotion ligne SNCF Béziers-Neussargues- Clermont-Ferrand-Paris, Confédération nationale du logement de Besançon, Conseil départemental des associations familiales laïques (CDAFAL 70), Convergence des SP d'Indre-et-Loire, Convergence des SP du Val-de-Marne, Coordination Eau Île-de-France, Union des familles laïques d'Île-de-France, Utopies et alternatives *aujourd'hui* de Franche Comté, Youth for Climate Paris.

Partis locaux : À Gauche Citoyens ! Besançon-25, Cap à Gauche 19, EELV Vosges Saônoises 70, LFI 70, Nouveau parti anticapitaliste (NPA) Bourgogne-Franche Comté, PCF Bourgogne-Franche Comté, PCF 70, PS section de Lure 70.

Le 18 juillet 2022